

CONVENTION DE REVERSEMENT**Relative à l'action « IMPULSION 2018 » de l'IDEXLYON****IDEX/IMP/2017/13**

Etablie en vertu de la convention de préfinancement N° ANR-16-IDEX-0005 signée le 3 mai 2017 entre l'Etat, l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et l'Université de Lyon,

Ci-après désignée par la « **Convention de préfinancement** »,

Etablie en vertu du règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « Initiatives d'excellence » du premier Programme d'Investissements d'Avenir et de l'appel à projets IDEX/I-SITE du deuxième Programme d'Investissements d'Avenir, en date du 7 novembre 2016,

Ci-après désigné par le « **Règlement financier** »,

Entre

L'Université de Lyon,

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
dont le siège est situé 92 rue Pasteur - CS 30122 – 69361 LYON cedex 07,
N° SIRET 130 021 363 00010, Code APE 85.42Z,
représentée par son Président, Monsieur Khaled BOUABDALLAH,

Ci-après désignée par « **UdL** »,

Et

L'Université Lumière Lyon 2,

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
dont le siège est situé 18 quai Claude Bernard - 69635 Lyon cedex 07,
N° SIRET 196 917 751 00014, code NAF 803Z,
représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER,

Ci-après désignée par « **ULL2** »,

Ci-après désignées collectivement par « **les Parties** ».

Etant préalablement exposé que :

Dans le cadre des programmes Investissements d'Avenir (PIA), l'UdL a proposé le projet IDEXLYON en réponse à l'appel à projets Initiatives d'excellence, dit IDEX. Le projet a été retenu par l'Etat, en février 2017, donnant l'autorisation à l'ANR de contractualiser sur le projet, dans le cadre de l'action « Initiatives d'excellence ».

Le Comité exécutif IDEX a lancé en juillet 2017 auprès des établissements partenaires de l'IDEXLYON une action « IMPULSION 2018 » visant à soutenir le développement de projets de recherche et de formation par des enseignants-chercheurs et chercheurs nouvellement arrivés dans un établissement de l'Université de Lyon.

Monsieur MAGNON-PUJO Cyril a été sélectionné comme lauréat et s'est vu attribuer un soutien de 60 000,00 € (soixante mille euros) pour la réalisation de son projet, ci-après désigné par « PROJET ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**ARTICLE 1 : Objet**

La présente convention et ses annexes ont pour objet de définir les conditions de reversement par l'UdL à l'ULL2 d'une partie de la subvention ANR perçue au titre de l'IDEXLYON pour le financement du PROJET ainsi que les conditions d'exécution du PROJET.

La convention définit les rôles de l'UdL, et de l'ULL2.

ARTICLE 2 : Rôle de l'UDL

L'UdL est l'établissement porteur de l'IDEXLYON. A ce titre, il est destinataire des crédits ANR destinés à sa mise en œuvre et dans ce cadre responsable de l'action « IMPULSION 2018 ».

ARTICLE 3 : Rôle du Responsable du Projet

Le Responsable du Projet est Monsieur MAGNON-PUJO Cyril.

Il est à ce titre chargé de la mise en place du PROJET, tels que décrit dans l'annexe 1 (Description du projet). Il assure le suivi du PROJET et produit les rapports d'activités sur demande de l'ULL2 ou de l'UdL.

ARTICLE 4 : Rôle de l'ULL2

L'ULL2 s'engage à accompagner la mise en œuvre du PROJET au sein des structures susmentionnées.

L'ULL2 s'engage à ce que les sommes versées selon les modalités prévues à l'article 7 soient exclusivement dédiées au PROJET tel que décrit dans l'annexe 1 et selon le budget joint en annexe 2. L'ULL2 assure le suivi administratif et financier du PROJET.

L'ULL2 s'engage à fournir à l'UdL, dans un délai de trente jours ouvrés après la demande écrite de l'UdL, tous les éléments en sa possession permettant de répondre aux éventuelles demandes de l'ANR concernant le PROJET.

L'ULL2 s'engage à réaliser le PROJET dans les délais définis à l'article 9 de la présente convention.

ARTICLE 5 : Accord de consortium

Toutes les clauses de l'Accord de Consortium conclu conformément à la Convention de Préfinancement s'appliqueront au PROJET.

ARTICLE 6 : Communication

Toutes les publications et les communications réalisées dans le cadre du PROJET devront faire apparaître la mention suivante : « Ce travail a été réalisé grâce au soutien financier du Projet IDEXLYON de l'Université de Lyon dans le cadre du Programme Investissements d'Avenir (ANR-16-IDEX-0005) ».

ARTICLE 7 : Modalités financières

7.1 : Montant du soutien

L'UdL s'engage à reverser à l'ULL2 le montant de l'aide allouée au titre du PROJET soit la somme maximale de 60 000,00 € (soixante mille euros).

L'aide allouée n'entre pas dans le champ d'application de la TVA conformément à l'article 4.4 du Règlement financier.

7.2 : Modalités des versements

L'UdL s'engage à verser à l'ULL2 les sommes correspondantes aux dépenses éligibles selon le Règlement financier.

L'ULL2 percevra deux versements :

- Un premier versement à signature de la présente convention d'un montant de 36 000,00 € (trente-six mille euros) sur présentation d'un appel de fonds reprenant les références de la présente convention.
- Le versement du solde d'un montant maximum de 24 000,00 € (vingt-quatre mille euros) sur présentation par l'ULL2 d'un relevé de dépenses détaillé et signé de son l'Agent comptable, d'un rapport d'activités et d'un appel de fonds reprenant les références de la présente convention.

En cas de trop perçu, l'UdL émettra un titre de recettes à l'encontre de l'ULL2 qui s'engage à rembourser l'UdL des sommes indûment perçues dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre.

En cas de résiliation (art 10) et au plus tard dans les trois mois après la date de fin du PROJET ou de la date effective de résiliation, l'ULL2 doit fournir un état récapitulatif des dépenses acquittées couvrant la durée globale du PROJET, validé et signé par l'Agent comptable ainsi qu'un rapport d'activités final.

7.3 Coordonnées bancaires

Les versements se feront sur le compte bancaire dont les coordonnées sont précisées ci-dessous :

IBAN	FR76 1007 1690 0000 0010 0433 266
BIC	TRPUFRP1

Les versements interviendront dans les 30 jours à compter de la date de réception des factures qui seront adressées à la signature du présent contrat à l'attention du service PIA de l'Université de Lyon, 92 rue Pasteur - CS 30122 - 69361 Lyon cedex 07, sous réserve du versement préalable des fonds par l'ANR à l'UdL.

ARTICLE 8 : Eligibilité des dépenses

8.1 : Période d'éligibilité des dépenses :

Les dépenses éligibles sont celles prévues par le Règlement financier.

Les dépenses sont éligibles du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019.

La date prise en compte est celle du paiement.

Dans le cas où une dépense engagée par l'ULL2 au titre de cette convention ne serait pas jugée éligible par l'ANR, l'ULL2 s'engage à reverser la part de subvention correspondant à cette dépense, ainsi que les frais de gestion y afférant, à l'UdL dans un délai de trois mois après que l'UdL en a fait la demande.

L'ULL2 s'engage à respecter les procédures de justifications annuelles des dépenses mises en place par l'ANR. L'UdL s'engage à fournir au plus tôt à l'ULL2 les informations relatives à ces procédures.

8.2 : Frais de gestion

L'ULL2 pourra faire figurer parmi les dépenses éligibles des frais de gestion selon les modalités fixées par le Règlement financier. Ces frais de gestion devront être inclus dans le budget du PROJET et ne viennent pas en supplément.

Ces frais ont un caractère forfaitaire et sont plafonnés à 8 % du coût total des dépenses réalisées.

ARTICLE 9 : Durée

Le PROJET se déroule du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019.

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et prendra fin à l'exécution complète des obligations par les Parties ou en cas de fin anticipée de la Convention de préfinancement et au plus tard le 30 avril 2020.

ARTICLE 10 : Résiliation

Cette convention peut être résiliée par l'une des Parties en cas de non-exécution, par une ou plusieurs Parties, de ses engagements. Cette résiliation ne devient effective que dans un délai de trente jours à compter de la notification de son manquement, par lettre recommandée avec accusé de réception, à toutes les Parties, et après bilan financier des versements effectués et des dépenses justifiées.

ARTICLE 11 : Loi applicable - litige

La convention est soumise au droit français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du Contrat, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire de leurs autorités respectives. Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de deux (2) mois à compter de la survenance du différend, notifiée par la partie plaignante aux autres parties, le litige sera définitivement tranché par les tribunaux compétents.

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le

Pour l'UdL,

Le Président
Khaled BOUABDALLAH

Pour l'Université Lumière Lyon 2,

La Présidente
Nathalie DOMPNIER

Le Responsable du Projet
MAGNON-PUJO Cyril

Annexe 1 : Description du projet

Gouverner la violence ?

Dynamiques normatives autour de la violence contemporaine

Qui produit les règles encadrant la violence et l'usage de la force, sur la scène internationale ? Comment sont-elles développées et mises en œuvre ? Quels arrangements de pouvoir en ressortent et avec quelle légitimité ? Ces questions sont au cœur de notre projet de recherche. Elles renvoient à la question de la gouvernance des sociétés contemporaines, et doivent permettre de renouveler le débat autour du caractère post-politique et expert des normes contemporaines. Les notions de dépolitisation et d'ordre du marché se doivent en effet d'être réévaluées à l'aune des pratiques et des agents en charge de construire ces régulations.

Ce projet de recherche porte à ce titre deux ambitions. La première, théorique, est relative à l'analyse de la construction des normes dans le système international. Elle cherche à réévaluer, à travers la question des processus de production de règles, les mécanismes de la gouvernance globale, en y réintroduisant les notions de pouvoir, d'autorité et de légitimité. La seconde, méthodologique, est relative à la démarche d'études propres aux relations internationales. Résolument ancré dans une approche de sciences sociales, et de sociologie des relations internationales, ce projet poursuit en effet l'ambition de rejoindre une analyse structuraliste (insistant sur les dispositions sociales des agents) et interactionniste (attentive aux échanges *in situ*), afin de mesurer simultanément le poids des contraintes et des rapports de force dans l'action.

Pour ce faire, ce projet s'appuiera sur l'étude de processus normatifs, récents, développés à l'échelle internationale, autour des questions de contrôle de la violence et de l'usage de la force, dans la mesure où ceux-ci mettent directement en jeu l'Etat. Le cas de la régulation des compagnies de sécurité privée par l'entremise de deux projets normatifs concurrents, dans lesquels interviennent des Etats, des ONG et des entreprises privées, est un premier exemple. Les actions entreprises récemment autour de l'encadrement de l'usage des drones à vocation militaire, de la torture, ou des violences sexuelles perpétrées durant les conflits seront d'autres objets d'intérêt. Que ces normes tendent à être produites dans le cadre onusien ou via des processus *ad hoc*, leur étude, bien souvent, se concentre sur la phase d'émergence du problème, ou sur les résultats, laissant de côté la question des rapports de force et des contraintes sociales présidant à leur production.

Ce projet de recherche s'intéresse donc à un objet délaissé : les mécanismes de production de normes internationales, en l'abordant de manière innovante : par l'enquête sociologique, l'analyse des pratiques quotidiennes, et l'adoption d'une démarche résolument comparatiste, en vue de confronter de premiers résultats issus de notre thèse. Pour ce faire, ce projet articule activités de recherche inédites (autour de terrains nouveaux, et par le recrutement d'un post-doctorant sur la question des régulations des nouvelles technologies militaires, dont les drones armés) et activités

d'enseignement (séjour de recherche et professionnalisation, professeur invité), celles-ci se rejoignant (notamment dans le cadre d'un colloque international à destination des étudiants comme des chercheurs de l'UdL). Il s'appuie à cet égard sur un budget de 80000 euros, réparti principalement entre dépenses de fonctionnement et de personnel.

La question de la gouvernance de la violence, à travers la production de normes relatives à l'usage de la force relève d'une activité brûlante. A ce titre, ce projet de recherche est d'intérêt, tant pour le champ de la recherche scientifique — par sa réflexion sur les agents, les structures et les formes contemporaines de la gouvernementalité —, que pour les pouvoirs publics — en vertu de son analyse empiriquement fondée de l'apparent brouillage des frontières de l'Etat, du national et de l'international, du politique et de l'économique —. En s'intéressant aux techniques de management du risque et de la violence à l'échelle globale, il s'inscrit dans les objectifs de l'IDEX, autour des Humanités et Urbanités, et viendra nourrir son ambition d'internationalisation. Ce projet répond, en sus, à des recherches menées sur d'autres terrains au sein du laboratoire Triangle (porté sur les questions d'action publique et de normes de gouvernement), par des spécialistes des questions de sécurité basés à l'université d'Ottawa – avec lesquels la coopération pourrait être resserrée à cette occasion –, ainsi qu'à une dynamique française de renouvellement des approches de l'international, qu'il convient d'accompagner, de structurer, d'internationaliser.

Annexe 2 : Budget Prévisionnel

Intitulé de la dépense prévisionnelle	Equipement	Personnel	Fonctionnement
Séjour de recherche (terrain New York : 2x15jours; Genève: ponctuel)			7 500.00 €
Organisation colloque international (1 journée, 12 intervenants)			6 000.00 €
Participation à deux conférences internationales (2018, 2019, EISA)			1 000.00 €
Recrutement d'un post-doc (11 mois)		36 056.00 €	
Séjour enseignement/reccherche (étudiants M2 PIAT, Genève)			3 000.00 €
Littérature et consommable courant			1 000.00 €
Matériel informatique (PC)	1 000.00 €		
Totaux	1 000.00 €	36 056.00 €	18 500.00 €

Total Hors Frais de Gestion 55 556.00 €

*Montant Frais de gestion** **4 444.00 €**

Total FG inclus (le cas échéant) 60 000.00 €

*Montant maximum de frais de gestion = 8% du montant total soit : **#####** maximum.

Montant 1er versement	60%	36 000.00 €
Montant 2ème versement	40%	24 000.00 €

Adresse de localisation du matériel si achat d'équipement :

Remarque :